

## Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Petite enfance et Place de l'enfant dans la Ville

#### Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

#### Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Jacques DOMERGUE, Serge GUISEPPIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

## Mise en œuvre du Service Montpelliérain de la Petite Enfance - Critères d'attribution des places en crèches municipales - Évaluation de la phase expérimentale - Approbation

Madame Taslime AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier gère actuellement l'attribution de plus de 1 570 places proposées par les crèches municipales en régie, en délégation de service public et par les crèches partenaires qu'elle finance, et dont le mode de gestion varie : gestion privée avec réservation de places et gestion associative dans le futur avec la mise en place progressive des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens (CPOM). L'ensemble de ces places est attribué à partir d'une grille de cotation établissant des règles identiques posées par la Ville, dans le cadre de commissions d'attribution se tenant en avril ou au fil de l'eau tout au long de l'année.

La Ville de Montpellier expérimente depuis 2023 (délibération d'avril 2023) de nouvelles règles d'attribution qui visent à :

- Faire des crèches des lieux d'inclusion sociale et agir pour l'égalité des chances dès les premiers pas ;
- Favoriser l'intégration en milieu ordinaire des enfants en situation de handicap ;
- Soutenir l'accès à la crèche des enfants issus des familles modestes et de la classe moyenne ;
- Soutenir l'emploi ainsi que le retour à l'emploi ;
- Promouvoir l'égalité femmes-hommes ;
- Favoriser la mixité sociale dans tous les quartiers de la ville ;
- Accompagner les parentalités.

A cet effet, la Ville a approuvé une grille de cotation expérimentale, sous la forme de barèmes de points cumulatifs. La Ville de Montpellier a de surcroît fait le choix de rendre cette grille totalement transparente, annexée au règlement de fonctionnement des crèches et mise à disposition de toutes les familles. Pour mémoire, ces nouvelles règles d'attribution de places s'articulent autour de 4 principes :

- Une cotation des demandes établie à partir de différents critères, dont celui du revenu ;
- Une étude prioritaire par les assistants de service social par rapport à des situations particulières ;
- La prise en compte des capacités réelles d'accueil de chaque établissement, afin de garantir un accueil de qualité ;
- Une régulation des places attribuées visant à rompre la reproduction des inégalités sociales et à préserver la mixité sociale.

La délibération du Conseil municipal approuvée en avril 2023 posait le principe d'une évaluation de l'impact de cette réforme et la présentation d'un bilan de cette expérimentation. Ce bilan confirme que les effets induits par les nouvelles règles correspondent largement aux objectifs assignés :

### **1 – Faire des crèches des lieux d'inclusion sociale et agir pour l'égalité des chances dès les premiers pas**

Deux mesures d'importance permettent d'atteindre cet objectif :

- a) Un suivi et une organisation efficiente et rapide par un assistant de service social chargé d'analyser les situations familiales les plus délicates. Des entretiens approfondis sont proposés aux familles et, après l'accord de ces dernières, avec les acteurs sociaux qui les accompagnent. Lors des commissions plénières de 2024, ce sont 51 dossiers en priorité sociale qui ont été validés soit 91% des familles concernées. Ces données sont en hausse constante depuis 2022 (85% en 2023 et 77% en 2022) ;
- b) Des places réservées dans le cadre du plan pauvreté en collaboration étroite avec le Département. La quasi-totalité des quartiers de la ville est désormais concernée par cette mesure et la Ville a procédé en 2023 au doublement des places affectées aux orientations prioritaires de la Protection Maternelle et Infantile (PMI) dans le cadre du plan pauvreté (8 places).

### **2 – Favoriser l'intégration en milieu ordinaire des familles confrontées au handicap**

La mise en place en 2024, en amont de la commission plénière, d'un Comité Santé et Handicap, a permis d'étudier et de garantir un accueil pour 17 enfants porteurs de handicap (100% d'admissions). Le rôle des référents santé et accueil inclusif dans ce dispositif est primordial. Il permet d'échanger avec les familles et les professionnels de santé sur, d'une part, l'organisation familiale et, d'autre part, sur les besoins spécifiques d'accueil. L'objectif de cette mesure est d'également favoriser le meilleur accueil et par conséquent tenir compte des contraintes objectives des établissements.

En tenant compte du handicap dans les familles, fratrie, parents, ce sont 34 demandes validées en 2024 avec un taux d'admission moyen de 72%. Par comparaison, ce taux n'était que de 68% en 2023 et 32% en 2022).

### **3 – Soutenir l'accès à la crèche des enfants issus des familles actives modestes et de la classe moyenne, dont les revenus rendent difficile le recours à une assistante maternelle ou à une crèche privée en mode prestation d'accueil du jeune enfant (Paje)**

L'attribution des places en crèche se fait sur la base du nombre de points affectés à chaque dossier. La grille de cotation a été restructurée en profondeur, avec notamment l'introduction d'un critère sur le revenu, en expérimentant des tranches de ressources en adéquation avec la tarification Caisse Nationale d'Allocations Familiales (CNAF). Cinq tranches ont ainsi été définies, affectant entre 10 et 50 points, auxquels s'ajoutent 60 points lorsque le ou les parents sont en activité, visant ainsi à porter une attention particulière aux familles modestes actives, ainsi qu'aux familles de la classe moyenne.

L'analyse des dossiers étudiés et des dossiers acceptés lors des commissions montre que les objectifs sont plutôt bien atteints, car ce calcul favorise les tranches les plus basses couplées avec le ou les parents en activité. A titre indicatif, le tarif horaire moyen des familles accueillies sur les établissements municipaux passe de 1,87 € en 2022 à 1,80 € en 2024.

#### **4 – Soutenir l'emploi et le retour à l'emploi, et promouvoir l'égalité femmes-hommes**

Cette modalité d'attribution de points permet de mieux prendre en compte le statut de demandeur d'emploi. Il en est de même pour les formations qualifiantes qui ont été intégrées dans l'activité. Ce soutien au retour à l'emploi est aussi une manière de soutenir l'emploi féminin.

L'analyse détaillée des dossiers acceptés lors des commissions d'avril 2023 et avril 2024 montre que plus de 75% des dossiers acceptés ont été déposés par des familles dont les deux parents (ou le parent en cas de monoparentalité) travaillent, sont étudiants ou en formation.

Par ailleurs, la commission d'attribution 2024 a permis de mieux prendre en compte les agents Ville/Métropole/CCAS, ainsi que les métiers en tensions (professions hospitalières, métiers de la sécurité...) avec respectivement 65% d'admission pour les premiers et 44% pour les seconds. Une partie significative des demandes, actuellement en liste d'attente, devraient avoir une réponse positive d'ici au mois de septembre.

#### **5 – Accompagner les parentalités**

- a) Soutenir la monoparentalité : une attention forte est portée aux situations de monoparentalité avec l'attribution de 10 points, auxquels s'ajoutent 20 points supplémentaires lorsque le parent est isolé, sans le soutien de l'autre parent, et cela quelle que soit sa situation professionnelle. L'analyse des résultats des commissions depuis 2022 montre que le taux d'admission moyen est passé de 40% à 60%. Cette année, ce sont près de 153 dossiers (admissions et listes complémentaires) qui ont été validés par les commissions plénières ;
- b) Soutenir la jeune parentalité : la Ville souhaite soutenir la jeune parentalité en attribuant 30 points supplémentaires aux familles dont un parent est mineur. Cela leur garantit un accueil, car, pour la plupart du temps, le jeune parent est encore dans un cursus scolaire.

En conclusion, les effets de cette réforme sont plutôt concluants et tiennent les objectifs premiers. La double finalité des crèches est respectée à savoir permettre aux parents de jeunes enfants de concilier vie professionnelle, vie familiale, vie sociale et vie personnelle, mais aussi favoriser l'épanouissement et le développement physique, psychique, affectif, cognitif et social des tout-petits en se tournant prioritairement vers ceux qui en tireront le plus grand bénéfice.

*NB : les taux d'admissions des publics prioritaires au regard de la grille de cotation doivent être interprétés au regard du taux moyen d'admission qui se situe à 33% à l'issue des commissions d'attribution d'avril et à environ 66% au début du mois de septembre, après réduction naturelle d'une partie de la liste d'attente.*

\*\*\*

Au final, l'expérimentation d'une grille de cotation, depuis 2023, a permis d'atteindre les objectifs définis dans le cadre du projet de mandat avec un accueil dans les crèches municipales représentatif de la sociologie de la population de la ville, tourné vers une plus grande mixité et inclusivité et permettant d'assurer le développement des tout-petits en luttant contre les inégalités de destin.

Au regard de ce bilan, il est proposé de pérenniser ces règles d'attribution et continuer néanmoins d'observer

les effets de cette réforme sur plusieurs exercices, afin d'adapter si nécessaire la grille de cotation. A ce titre, une réflexion est menée actuellement avec les crèches associatives sur la fratrie, dont un enfant est déjà accueilli, et il est proposé d'introduire l'attribution d'un score de 10 points supplémentaires dans le cadre d'une demande d'accueil de fratrie.

Avec l'intégration progressive des crèches associatives, il est également envisagé d'introduire progressivement une sectorisation de l'offre et des besoins (expressions des vœux par secteur géographique).

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De prendre acte de l'évaluation des nouvelles règles d'attribution des places en crèches municipales ;
- D'approuver la grille de cotation consolidée 2024, notamment le principe d'une attribution de 10 points dans le cadre de l'accueil de fratries ou de famille d'enfants âgés de 3 ans et moins en attente de places ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 19 juillet 2024**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Grilles attribution 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20240711-270818-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 19/07/24  
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## GRILLE DE COTATION - Expérimentation 2023- Consolidation 2024

CRITERES	POINTS	LÉGENDE EXPLICATION
<b>A SITUATION PROFESSIONNELLE</b>		
Le parent ou les parents travaillent *	60	Comprend également les formations, les études
Foyer dont un seul des parents travaille	20	
Foyer dont le ou les parents sont sans travail	10	Aucun parent n'est en activité mais la crèche est nécessaire pour favoriser le développement de l'enfant
<b>Octroi de Bonus</b>		
Agent Ville /CCAS + services mutualisés métropole et métiers sous tension	10 (pré-commission de priorisation)	Métiers en milieu hospitalier et EHPAD (infirmière, aides-soignants, agent de service, médecin), services à la personne (aide à domicile, auxiliaire de vie), conducteur de transport public, éboueur, pompier, professionnels des métiers de l'enfance, forces de l'ordre.
Recherche active emploi	10	
<b>B RESSOURCES DU FOYER À PARTIR DES DONNÉES DE LA CAF OU DE L'AVIS D'IMPOSITION</b>		
Inclusion ressources à partir des ressources n-2 : de 50 à 10 points attribués	De 0 à 9189 € = 50 (plancher) De 9189 à 30 000 € = 40 De 30001 à 50 000 € = 30	Conversion ressources mensuelles : 1 <sup>ère</sup> tranche de 0 à 765,77 € = 50 points 2 <sup>ème</sup> tranche de 765,77 à 2500€ = 40 points 3 <sup>ème</sup> tranche de 2501 à 4166,66 € = 30 points 4 <sup>ème</sup> tranche de 4166,67 à 6000 € = 20 points

	De 50001 à 72 000 € = 20 (plafond) Plus de 72 000 € = 10	+ de 6000 € = 10 points
<b>C SITUATION FAMILIALE</b>		
Parent isolé	20	Parent seul en charge des enfants. Le conjoint absent
Famille monoparentale	10	Les deux parents assurent un suivi éducatif de l'enfant et la prise en charge de ou des enfants mais ils sont séparés
Famille avec 3 enfants et plus	10	
Fratrie déjà accueillie sur une crèche ou une famille ayant des enfants en bas âge dans un parcours d'admission en crèche	10	Permet de favoriser le regroupement de la fratrie
<b>Situation particulière</b>		
Parent ou parents mineurs	30	Un des deux parents mineurs
Grossesse multiple	20	A partir d'une grossesse gémellaire
<b>D FRAGILITÉS MÉDICALES ET SOCIALES</b>		
Situations d'urgence évaluées par un assistant de service social	90	Situations signalées : suivi par la PMI, les partenaires associatifs (grande détresse et fragilités).
Enfant/parent porteur de handicap (fratrie ou enfant en parcours d'accueil) ou graves problème de santé	30	
Handicap supplémentaire dans le foyer	10	
Grossesse à risque	10	

<b>E ANCIENNETÉ DE LA DEMANDE</b>		
Prise en compte à partir de la préinscription de l'enfant/ critère de départage des dossiers	Scoring attribué de 0,05 points par jour : exemple 3 mois ancienneté attribue 4,5 points	Automatisation de l'ancienneté en fonction de la date du dépôt de la demande

### **Explications complémentaires :**

\*L'ensemble des parents est en activité peu importe la composition du foyer (notice partie A)

- Grille additionnant les points en fonction des différentes situations décrites parmi les cinq parties
- Transparence des critères avec annexion notamment de la grille au règlement de fonctionnement
- Etude des dossiers en commission de façon anonyme
- Tenue des commissions plénières au mois d'avril
- Réponses positives ou négatives envoyées aux familles après les commissions plénières